



LE GOUVERNEMENT ATTAQUE LES DROITS DES SALARIÉ-E-S RIPOSTONS MASSIVEMENT LE 10 OCTOBRE

Une volonté de réduire les droits des travailleuses et travailleurs au minimum...

Depuis des années les gouvernements successifs et le Medef ont le code du travail en ligne de mire. Après la loi travail de 2016, le nouveau gouvernement passe la vitesse supérieure et organise la précarité généralisée alors que le premier ministre, lui-même, doute de la capacité de ses réformes à créer de l'emploi et réduire le chômage.

Pour l'ensemble des salarié-e-s la réforme du code du travail est un recul majeur qui répond aux desiderata du Medef. Les ordonnances Macron organisent la concurrence généralisée entre tous les travailleurs, la généralisation de la précarité, l'impunité patronale, la dérégulation maximale du marché du travail. Aucun droit nouveau pour les travailleuses et travailleurs sans statut protecteur (autoentrepreneuriat, emplois Uber...) n'a en effet été proposé, montrant bien la volonté du gouvernement de casser la protection sociale (congés maladie, chômage, retraite...).

... de diminuer les moyens d'une fonction publique vue comme une charge...

La Fonction publique n'est pas épargnée par les attaques du gouvernement bien au contraire. Nos dirigeants jugeant le statut des fonctionnaires trop rigide et surtout trop coûteux l'harmonisation de nos droits risque de se faire « par le bas » et donc de les calquer sur ceux de nos collègues du privé.

Au nom de la sacro-sainte réduction des déficits publics le gouvernement veut faire des économies sur le dos des agents publics. En plus de poursuivre la réduction du nombre de fonctionnaires avec l'annonce de 120 000 suppressions de postes dans les trois fonctions publiques, c'est au portefeuille de tous les fonctionnaires que le gouvernement a décidé de taper : gel du point d'indice, non compensation de la hausse de la CSG, rétablissement du jour de carence dès janvier 2018, baisse des budgets de la politique sociale...

... avec des conséquences sur nos salaires, conditions de travail, et missions

A l'Insee une partie des budgets est d'ores et déjà gelée : 4 millions d'euros de dépenses seront tout simplement annulés. Les gels, c'est-à-dire des budgets prévus mais non encore débloqués sont encore en attente de déblocage, sans assurance qu'ils le soient : cela concerne potentiellement 11 millions d'euros. Les conséquences de ces coupes budgétaires sont en tout points déplorables : annulation de réunions, de formations et de déplacements, limitation des accompagnements d'enquêteurs, report de l'adhésion au Rifseep pour les A.

La baisse des effectifs se fait largement sentir, puisque la direction de l'Insee arbitre maintenant sur des abandons de missions, ne pouvant plus appliquer la devise « faire plus avec moins ». Comme partout dans la fonction publique les salaires sont gelés. Dans notre ministère les primes mettent du beurre dans les épinards. Mais, notamment pour les catégories C et B, rattrapées par le Smic, le pouvoir d'achat est en berne. Et on peut difficilement qualifier ces personnels de favorisés !!

**LES SYNDICATS CGT DE L'INSEE ET DU GENES, FO INSEE et SUD INSEE
APPELLENT L'ENSEMBLE DES PERSONNELS À SE METTRE EN GRÈVE ET À
PARTICIPER AUX MANIFESTATIONS SUR TOUT LE TERRITOIRE LE 10 OCTOBRE**

Mobilisons nous pour :

- le retrait des ordonnances réformant le code du travail
- une fonction publique au service de tou-te-s, et pas d'abandon de missions
- la défense du statut de fonctionnaire, cadre collectif de garantie pour les agents et usagers
- l'augmentation des salaires par la revalorisation du point d'indice et des mesures pour rattraper les pertes antérieures
- l'abandon de la hausse de la CSG
- l'abrogation de toutes les formes de rémunération au mérite
- l'arrêt des suppressions de postes dans les trois fonctions publique
- le retrait du jour de carence

À Paris le 28 septembre 2017